Le 4e congrès international de la Fondation française d'Études nordiques

Michel Brochu

Volume 45, numéro 4, janvier–mars 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003772ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003772ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Brochu, M. (1970). Le 4e congrès international de la Fondation française d'Études nordiques. *L'Actualité économique*, 45(4), 803–818.
<https://doi.org/10.7202/1003772ar>

Commentaires

Le 4e congrès international de la Fondation française d'Études nordiques Au Havre, les 24, 25 et 26 novembre 1969, et à Rouen, le 27 novembre 1969, s'est déroulé le 4e congrès international de la

Fondation française d'Études nordiques. Ce congrès, comme les trois premiers qui l'ont précédé, a été organisé par cette Fondation qui est un organisme patronné et généreusement doté par la Chambre régionale de Commerce et d'Industrie de Haute-Normandie. Le président de ces deux organismes est M. Jean Vaudour. Le Centre d'Études arctiques et finno-scandinaves de Paris, sous la direction de M. Jean Malaurie, apporte un concours indispensable et de haute valeur, dans le domaine scientifique et dans le domaine de l'organisation.

Enfin, les municipalités du Havre et de Rouen, faisant montre d'un civisme et d'une urbanité incomparables, ont mis à la disposition des congressistes, au Havre, la splendide salle d'honneur du nouvel Hôtel de Ville, et à Rouen, la spacieuse et confortable Halle aux Toiles.

Une coopération aussi étroite et fonctionnelle entre des organismes de nature privée (chambre de commerce), scientifique (Centre d'Études arctiques et finno-scandinaves) et administrative (municipalités du Havre et de Rouen) est assez rare à la vérité, pour qu'on la souligne et pour qu'on la loue. Un congrès, commencé sous de tels augures, ne pouvait qu'être un succès marqué.

Le thème général de ces assises a été « Développement économique de l'Arctique et avenir des sociétés esquimaudes ». Ce grand thème a été subdivisé en cinq sections.

- 1) Esquimaux et ressources : propriété, droit de propriété des terres, participation économique des Esquimaux, création d'un capital privé.
- 2) Économies traditionnelles : exploitation moderne pour et par les Esquimaux, des ressources renouvelables, chasse moderne, élevage du renne, fermes de bêtes à fourrures, pêcheries modernes.
- 3) Développement moderne en relation avec les spécificités des sociétés groenlandaises et esquimaudes : industrie de la pêche, industrie minière et tourisme.
- 4) Fonction de la société dominante : éthique, système des valeurs, éducation, évangélisation, santé, commerce, programme économique, vie syndicale.
- 5) Participation administrative au politique : possibilité pour une administration autochtone.

Trente-quatre rapporteurs avaient été invités à préparer un rapport sur une question précise à l'intérieur d'une des cinq sections du congrès. Ces rapports ont été distribués sous forme photocopiée, au moment de l'inscription du congrès. Il aurait cependant été préférable de les recevoir une quinzaine de jours avant le congrès, afin de pouvoir les étudier de façon approfondie. Outre ces rapporteurs, parmi lesquels on a déploré l'absence des Soviétiques, environ soixante-dix participants ont été invités à se joindre aux travaux du congrès.

Les territoires sur lesquels ont été présentés des rapports sont les suivants : la Sibérie, l'Alaska, les Territoires du Nord-Ouest, le Nouveau-Québec et le Groenland.

Les participants venaient de tous les horizons : services administratifs (dont le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Direction générale du Nouveau-Québec), organismes de recherches (dont le Centre de Recherches arctiques de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal et l'Arctic Institute de Montréal), de milieux ouvriers (Confédération générale groenlandaise des travailleurs), religieux (R.P. André Steinman, O.M.I., de Povungnituk au Nouveau-Québec, et le R.P. Finn Lyngé, O.M.I., de Godthaab au Groenland). Dans les milieux universitaires et de spécialisations techniques, de nombreuses disciplines étaient repré-

sentées (ingénieurs, spécialistes en aménagement de territoire, économistes, administrateurs, géographes, médecins, juristes).

Mentionnons que le congrès s'est tenu dans des conditions matérielles et techniques absolument remarquables dont le point le plus impressionnant fut (pour le bénéfice de la centaine de congressistes) la traduction simultanée impeccable des rapports et des interventions en anglais, en danois, en français et en russe.

Deux courants de pensée économique

De l'ensemble des débats, se sont dégagés deux grands courants de pensée sur le développement économique des régions arctiques : le premier a été marqué par des exposés dans lesquels les rapporteurs soutenaient que le développement des divers territoires arctiques devait se faire, avant tout, sur la base des possibilités et des richesses locales traditionnelles, en particulier la fourrure, ce qui implique une consultation étroite et constante avec les Esquimaux et aussi le respect de leurs caractéristiques socio-culturelles. Cette option d'orientation économique a été complétée par des suggestions relatives à l'introduction graduée, progressive, prudente, d'autres secteurs économiques dans la vie esquimaude, tels la sculpture et l'artisanat, le tourisme et les industries de transformation. Ces idées, par une convergence assez étonnante, ont été soutenues essentiellement par des rapporteurs de langue française parmi lesquels se sont distingués, entre autres, l'écologiste et géographe Jean Malaurie, organisateur du congrès, qui a traité : « Du droit des minorités esquimaudes et de notions implicites au diagnostic de sous-développement », et M. André Piatier, économiste, directeur du Centre d'Études techniques modernes de Paris, qui dans un texte remarquable a étudié « Les Critères du sous-développement du point de vue de l'économie moderne et de celui des économies traditionnelles ».

Le professeur Piatier pose le problème en ces termes : « Toute politique de développement devra formuler nettement si elle entend sauver et promouvoir des individus d'une ethnie bien définie sans se préoccuper des cadres sociaux dans lesquels elle s'était épanouie, ou si elle veut aussi préserver et mettre en valeur les aspects originaux de sociétés qui s'étaient parfaitement adaptées à la vie polaire. Il faut choisir. Pour ma part, je penche nettement

pour la deuxième solution. Mais toute mesure de détail, sur les plans économique, social, éducationnel, sanitaire, etc... qui ne ferait pas référence à cet objectif primordial, ne pourrait qu'accroître le désordre et précipiter le drame. Or, pour le moment, les actions sont commandées par des préoccupations secondes : chercher du pétrole, installer des radars, trouver de nouvelles voies de communication, approvisionner les pays industriels en corps gras, en peaux ou en fourrures etc. Subsidiairement, on attache quelque intérêt à des individus ou à des groupes isolés saisis en tant qu'utilité ou gêne apportées à des projets qui leur sont totalement étrangers et traités avec une compassion mesurée d'après leur efficacité immédiate. »

Le professeur Piatier ajoute plus loin : « Il serait souhaitable enfin que les réalisations dans le domaine économique et que l'importation de techniques modernes ne détruisent pas le capital culturel et traditionnel de ces populations déjà gravement compromises par des intrusions souvent intéressées et presque toujours maladroites. Sans son capital culturel, tout peuple n'est plus qu'un magma de déracinés. La leçon du Tiers-Monde selon laquelle une sous-prolétarianisation généralisée remplace de façon aussi dramatique les vieilles formes de l'esclavage, doit être retenue ici. »

Pour sa part, le professeur Jean Malaurie examine le problème en se demandant : « Vise-t-on à intégrer ces sociétés dans le système de production des marchés occidentaux et à les transformer — compte tenu des faibles ressources de chasse et de pêche locales — en sociétés de consommation ; ou considère-t-on qu'un développement intégré de cet espace sous-exploité implique le respect des civilisations locales qui participent à l'héritage de la civilisation universelle et sans lesquelles nous nous trouverions appauvris ? »

Il ajoute des remarques que j'ai été à même de vérifier sur le terrain, dans l'Arctique : « Au mépris des principes économiques les plus élémentaires qui recommandent dispersion et mouvement à des chasseurs, l'administration, par son laissez-faire, incite dans les secteurs de chasse, canadiens ou groenlandais, au regroupement dans les villes, afin que les autochtones soient mieux scolarisés et suivis. Dans les écoles du nord du Groenland, aucun enseignement moderne de chasse n'est assuré aux jeunes fils de trappeurs... » Il précise ensuite : « Au jugé des décisions prises, on doit reconnaître

que l'Administration s'est impartie, de l'Alaska au Groenland, sans contrainte, par une silencieuse politique de laissez-faire, à inviter les populations à consacrer, sans retour, l'abandon des modes de vie traditionnels que l'Esquimau estimait dans les secteurs les plus isolés, sans activité de remplacement, comme son dernier ancrage. »

Enfin, il pose l'interrogation suivante : « En vérité, que souhaite-t-on donc ? Créer une économie de production envers et contre toutes résistances sociales et historiques, la seule loi étant celle des prix des marchés, ou bien assurer l'avenir des sociétés minoritaires dans le cadre d'une politique de développement général ? »

Le professeur Malaurie a énoncé plusieurs suggestions à la fin de son exposé, dont les principales sont les suivantes :

- 1) l'encouragement aux activités traditionnelles, là où les ressources rendent la chasse possible, afin de permettre le développement de l'autoconsommation ;
- 2) l'établissement de contractualisation d'échanges entre les organismes de tutelle (administrations), et une fédération de coopération autochtone aux activités très étendues ;
- 3) recherche de nouvelles formes d'exploitation des ressources naturelles à la condition que celles-ci soient à participation indigène importante ;
- 4) redéfinition des pêcheries ;
- 5) tourisme contrôlé par l'autorité locale ;
- 6) étudier la possibilité de la pisciculture qui est encore inconnue dans la plupart des territoires arctiques.

Parmi les autres communications du premier groupe ou courant de pensée, mentionnons celle de M. Jacques Rousseau, du Centre d'Études nordiques de l'Université Laval, qui, entre autres points, examine les possibilités de revenus plus diversifiés pour les Esquimaux, mais par le biais d'activités directement rattachées au milieu naturel du Nouveau-Québec et à ses possibilités réelles et immédiates, plutôt qu'à des entreprises de réalisation hypothétique et de durée aléatoire : soit activités de chasse et de pêche, d'élevage de bœuf musqué et du renne, et, enfin, du tourisme.

En outre, deux rapports de M. Roger Le Jeune, biologiste au service de la Direction générale du Nouveau-Québec, sont particulièrement intéressants et dignes de mention, en ce sens qu'ils

sont le reflet de la ligne de pensée économique de la Direction générale du Nouveau-Québec.

L'un de ces rapports est consacré au développement du mouvement coopératif au Nouveau-Québec et le texte est étayé de plusieurs tableaux statistiques ; l'autre est consacré à l'agriculture, au sens très large, puisqu'il déborde sur la question de l'élevage. On doit retenir deux expériences que la Direction générale du Nouveau-Québec a mises de l'avant : l'une concerne la mise en train, depuis 1969, de la culture de la pomme de terre à Fort-Georges, au Nouveau-Québec indien (endroit tout indiqué puisque les Missionnaires oblats de Marie-Immaculée l'y cultivent avec un rendement médian de 10 pour 1 depuis 1923), l'autre est l'élevage du bœuf musqué, qui est en cours sur l'ancien site de Fort-Chimo, depuis 1967.

Les deux entreprises précitées, ainsi que l'actif et puissant encouragement que le gouvernement du Québec accorde aux coopératives, montre à quel point ce gouvernement tient à orienter son action vers des activités économiques à la fois diversifiées et le plus près possible du milieu naturel et du mode de vie du Nouveau-Québec indien et esquimau.

Mentionnons, enfin, le rapport du professeur Williamson de Rankin Inlet, sur la baie d'Hudson, qui rejoint la pensée des auteurs précités.

La seconde école de pensée comprend essentiellement des conférenciers d'expression anglaise ou danoise et dont le point de vue commun est que les activités économiques traditionnelles esquimaudes sont condamnées, qu'il n'y a pratiquement aucun avenir pour celles-ci et que, partant de ces postulats, le meilleur service à rendre aux Esquimaux est de leur faire, d'une part, apprendre à fond et rapidement la langue anglaise ou danoise (un auteur va même jusqu'à souhaiter un usage accru de l'anglais entre les Esquimaux dans la vie courante et même à la maison), et, d'autre part, de diriger tous les jeunes Esquimaux vers des écoles de métier ; il est, de plus, question dans ces rapports de concentrer les Esquimaux dans quelques grands centres et même de les faire immigrer dans les régions habitées par des populations blanches. Quelques extraits illustrent ce qui précède.

M. Trevor Lloyd de l'Arctic Institute de Montréal déclare : « La société industrielle-commerciale-technique du Sud va bientôt embrasser toutes les régions où existent des Esquimaux et cela ne peut être empêché. »

D.W. Simpson et K. Bowles, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien affirment que « du côté matériel les ressources renouvelables (récoltes et produits qui viennent de la mer) sont d'importance marginale. Les fourrures, la chasse et la pêche ne contribueront pas beaucoup, si tant est que ce soit le cas, au développement à venir. Il n'y a aucun espoir pour aucun progrès dans la culture ou dans l'exploitation commerciale des forêts. »

Il est aussi gênant que désolant de lire de telles déclarations sous la plume de deux fonctionnaires, quand on sait que les opinions avancées sont contredites par les faits mêmes, tant au Nouveau-Québec pour plusieurs postes que pour les Territoires du Nord-Ouest en ce qui concerne la fourrure et même pour l'agriculture, dont les rendements sont excellents, aussi au nord que la région du delta du Mackenzie.

La citation suivante est tirée d'un rapport préparé par un groupe de fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, comprenant E.R. Weick, G.T. Armstrong, D.C.E. Mathurin et S.T. Macbain : « Certains soutiennent que la solution à la question esquimaude repose sur l'affirmation des valeurs culturelles traditionnelles et sur un retour à une vie fondée sur le milieu naturel qui a déjà été celle des Esquimaux. Cela n'est pas possible. C'est du pur romantisme ; que les Esquimaux ou le gouvernement du Canada aiment cela ou non, ils sont tous deux partie intégrante d'une aventure de développement, de laquelle aucun d'eux ne peut se retirer. »

Plus loin, les auteurs stipulent que « des projections préliminaires sur les possibilités d'emplois dans le Nord indiquent que, vers 1980, pour l'ensemble de ces régions, il devrait y avoir un nombre suffisant de postes pour tous les indigènes qui désirent être employés dans des secteurs industriels modernes ». Ils ajoutent : « Certains vieux Esquimaux ou Indiens qui n'ont jamais rien connu d'autre qu'une vie de chasse et de trappe ont une instruction insuffisante pour les préparer au travail dans une économie

moderne et sont maintenant probablement trop vieux pour changer leur mode de vie. Plusieurs membres de cette vieille génération ne participeront jamais à l'économie du Nord. »

Il est évident que, pour ces auteurs, l'économie traditionnelle de chasse et de pêche est condamnée et qu'il n'y a d'avenir dans les régions arctiques et subarctiques que dans le développement industriel ou minier.

On peut toutefois s'étonner d'une option aussi catégorique à l'endroit des Esquimaux, alors que plusieurs des peuples les plus évolués du globe comptent sur leurs façades maritimes, tant en Amérique du Nord qu'en Europe atlantique ou méditerranéenne, des centaines de milliers de pêcheurs.

Le professeur Mogens Boserup de l'Université de Copenhague a énoncé, pour le Groenland, un point de vue sensiblement analogue à celui des auteurs précités.

Points d'intérêt commun avec le Centre de Recherches arctiques des H.E.C.

Il convient de signaler tout spécialement qu'un des principaux sujets d'étude du Centre de Recherches arctiques a fait l'objet d'un intérêt particulier : il s'agit des fluctuations continues dans le prix des fourrures vendues par les Esquimaux et les Indiens. Le professeur Jean Malaurie s'est particulièrement attaché à l'examen de cette question, comme en témoigne la citation suivante : « Quelque importantes qu'aient été les ressources obtenues par la chasse, les administrations tutélaires, déjà, ne croient plus guère en son bien-fondé économique. Si le Groenland a pratiqué et continue de pratiquer, dans les groupements de chasse du Nord-Ouest et de la côte est une politique de prix-plancher, le Canada et l'Alaska n'ont pas fait bénéficier de subventions de soutien cette branche essentielle de l'activité de leurs populations septentrionales. Ce refus d'une économie de contrat trahit une méfiance certainement peu consciente et riche de bienveillance à l'égard de ces populations : « Quel peut donc être leur avenir ? Civilisons-les d'abord ». Si le Canada avait tenu à assurer au cours des fourrures du Grand-Nord esquimau un niveau et une stabilité comparables à ceux que n'importe quel organisme gouvernemental canadien ou européen assure aux produits de l'agriculture ou de la pêche, il aurait

suffi de subventions d'un total proprement dérisoire pour un grand État : cinq millions par an, selon nos calculs en 1959, dans la pire des hypothèses. » Puis, le professeur Malaurie précise : « La clé de la production, et, par conséquent, de la vie de ces sociétés, réside, là comme ailleurs, dans la politique des prix. Ce n'est pas en déviant l'indigène vers d'autres activités sans support sociologique, mais bien au contraire, en lui permettant d'exercer, au moins pour celui qui le veut, plus fructueusement ses activités de chasse, de pêche et d'élevage, que se dégageront, dans les milieux mêmes où ces hommes vivent, les chances de résoudre les problèmes soulevés par l'économie esquimaude. »

M. Malaurie propose comme solution pratique « un système de prix artificiel tel qu'il assurerait aux producteurs une rémunération au moins égale à celle du secteur tertiaire ». Les prix seraient établis pour une période de six ans. Il stipule que l'originalité du système consisterait à assurer la satisfaction des besoins de consommation annuellement, en ouvrant, s'il y a lieu, des crédits pour pallier les déficits annuels de production, les bonnes années payant pour les mauvaises, de telle manière qu'à l'issue de la période de référence (six ans), les avances consenties aux indigènes seraient strictement équivalentes à la valeur de la production.

Le grand intérêt de l'étude du professeur Malaurie réside dans le fait que le Centre de Recherches arctiques avait entrepris en 1969-1970 la première phase d'une étude analogue sur la question de la fluctuation des prix de la fourrure au Nouveau-Québec. Plusieurs analogies ou, si l'on veut, plusieurs points de convergence rapprochent les deux études. Tout d'abord, toutes deux sont fondées sur le problème de la fluctuation des prix. Le problème a été considéré selon une perspective de six ans dans le cas de l'étude de monsieur Malaurie et de cinq ans dans mon étude. M. Jean Malaurie et moi-même concluons qu'il faut en arriver à un système dit de contractualisation selon J. Malaurie et dit de péréquation, selon moi : les prix étant fixés d'après les deux périodes choisies par les auteurs.

La différence principale entre les deux solutions proposées est qu'au terme de chaque période de contractualisation de six ans le prix donné aux Esquimaux équivaldrait à la valeur totale des fourrures fournies (Jean Malaurie), alors que les prix quinquen-

naux que j'ai proposés sont liés aux valeurs médianes de cinq périodes quinquennales antérieures et aussi sur d'autres facteurs, tels que l'abondance relative de telle ou telle fourrure, de telle sorte qu'au prix réel peut s'ajouter, pour certaines fourrures, un prix de soutien, au moins pour une fraction de ce prix. Comme résultante, on peut prévoir que, selon la seconde solution, les Esquimaux recevront un prix plus élevé, surtout pour les fourrures dont le cours mondial est généralement assez bas sur une longue période comme celle du phoque annelé.

En tout état de cause, on ne peut être qu'extrêmement heureux que cette question soit activement étudiée et qu'elle ait été discutée au cours de ce Congrès et aussi que les travaux de recherches du professeur Jean Malaurie et du Centre de Recherches arctiques aboutissent à des conclusions similaires.

On peut également se réjouir qu'il y ait eu convergence entre les points de vue et les projets de nature économique exposés ou mis de l'avant, d'une part, par les rapporteurs du Congrès et, d'autre part, par le Centre de Recherches arctiques, dans l'orientation de ses recherches.

Au plan des principes, on peut dégager les convergences suivantes : identité de vue presque parfaite avec tous les participants représentant le Nouveau-Québec (secteur de l'administration, des coopératives, de la recherche) :

- a) quant au fait que la base traditionnelle de l'économie esquimaude (fourrures) doit conserver son importance dans toutes les régions où il n'y a pas, pour l'immédiat, de solution de remplacement rentable ;
- b) quant au fait que, dans une perspective à longue échéance, il convient de chercher à diversifier le plus possible les sources de revenus des Esquimaux, par des exploitations minières rationnelles, là où la géologie le permet, par l'art ou par l'artisanat, par le tourisme qui commence à se développer au nord-ouest du Nouveau-Québec, par l'élevage du renne, du mouton ou du bœuf musqué, comme c'est le cas pour ce dernier animal au Nouveau-Québec ;
- c) quant à l'importance à accorder au développement des coopératives.

Ajoutons que ce sont précisément le Groenland et le Nouveau-Québec qui se signalent pour ce qui est de l'ensemble des réalisations économiques à la fois diversifiées et respectant la base traditionnelle de l'économie esquimaude.

Au cours de ce congrès consacré fondamentalement aux questions économiques, tous les problèmes ne pouvaient être évoqués, étudiés, discutés, en raison de l'agenda très chargé de ces réunions. Deux de ces questions, entre autres, très différentes l'une de l'autre auraient pu être examinées avec profit au cours des délibérations : il s'agit de l'épargne, d'une part, et de la rentabilité maximale à tirer des eaux polaires, d'autre part.

a) *Épargne*

Jusqu'à l'apparition et à la circulation du numéraire, dans les régions arctiques, les Esquimaux étaient dans l'impossibilité d'épargner. Les billets de banque n'ont pas commencé à circuler avec l'installation des postes de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la Revillon Frères, mais bien après, généralement entre 1960 et 1965. L'absence de caisse d'épargne, coopérative ou non, et de banque, fait que les Esquimaux dépensent au fur et à mesure qu'ils touchent un montant quelconque, soit sous forme de gains de chasse, de salaire ou d'allocations gouvernementales (allocations familiales, pension de vieillesse et autres).

L'installation du mouvement coopératif dans plusieurs endroits au Nouveau-Québec et dans les Territoires du Nord-Ouest n'a que très partiellement et très imparfaitement corrigé cette situation dès lors que presque partout, les coopératives de production (sculpture, artisanat, produits de la chasse et de la pêche) et de consommation (alimentation et vêtements) se sont établies avant les coopératives d'épargne appelées caisses populaires. En 1970, soit plus de 10 ans après la création de la première coopérative du Nouveau-Québec, il n'y avait, pour tout ce territoire, que deux caisses populaires, celle d'Ivujivik et celle de Povungnituk. Il semble bien qu'une situation analogue existe dans les Territoires du Nord-Ouest. Stipulons, en outre, qu'il n'y a, en 1970, aucune succursale bancaire dans aucun des postes esquimaux ou indiens du Nouveau-Québec.

La situation est donc que dans les territoires arctiques et sub-arctiques d'Amérique du Nord, les Esquimaux qui, incontestablement dépensent plus rationnellement leur argent grâce aux coopératives, se voient, cependant, dans l'impossibilité d'épargner pour eux-mêmes et pour leur famille et se trouvent, par là même, totalement démunis devant toute forme d'imprévu. Il est à peine besoin d'ajouter que les autres types d'épargne comme les assurances, les fonds mutuels, les obligations ou les actions, sont absolument inconnus au Nouveau-Québec et semble-t-il, aussi, dans les Territoires du Nord-Ouest.

On doit cependant considérer que l'épargne est le complément obligatoire des unités coopératives de vente ou de production qui sont, contre toute logique, très nettement en avance sur les institutions d'épargne. Cette question est, à la vérité, si importante et si urgente qu'il faudrait peut-être consacrer un des prochains congrès de la Fondation française d'Études nordiques au thème suivant : « La participation des populations nordiques aux diverses formes d'épargne ».

Les responsables et les chefs des groupements nordiques auraient d'ailleurs intérêt à s'attaquer à cette question en toute priorité : on ne saurait trop féliciter les dirigeants de Povungnituk pour avoir développé de concert la coopérative de consommation production et la caisse populaire. La prospérité actuelle et future de ce poste repose indiscutablement sur cette double base.

b) *Étude sur la rentabilité maximale des eaux polaires*

Dans les études d'aménagement portant sur les richesses naturelles, la navigabilité est un facteur qui est rarement mentionné : dans les mers libres de glace on considère ce facteur comme une ressource aussi répandue que l'air ; par contre, dans les régions arctiques, on a généralement tendance à considérer l'obstacle de la glace comme pratiquement insurmontable, sauf durant les périodes où elle fond et part d'elle-même. Les pays circumpolaires ont des brise-glace bien équipés et puissants pour faciliter la navigation dans les glaces fondantes ; en outre, les moyens les plus perfectionnés sont utilisés pour repérer, cartographier la glace, codifier, analyser sa concentration, sa fragmentation, son âge et d'autres phénomènes qui s'y rattachent, mais il appert qu'aucune action

limitée, à une échelle nationale, et collective, à une échelle multinationale, n'a encore été entreprise. Les considérations qui précèdent expliquent sans doute en partie, qu'un des problèmes les plus aigus de l'Arctique n'ait pas été abordé au cours des dernières assises, car, finalement, cet obstacle irritant de la glace constitue l'empêchement majeur à la circulation maritime sur l'océan Glacial Arctique et au développement économique sans entrave des littoraux russes, alaskiens, canadiens et groenlandais de cet océan. Il est évident que l'état d'avancement des techniques scientifiques permet de faire disparaître cet obstacle des glaces flottantes même s'il s'agit d'une carapace d'une dizaine de mètres d'épaisseur.

Il faut donc souhaiter, au sujet des deux lacunes précitées, qu'elles reçoivent une attention spéciale au cours des prochains congrès de la Fondation et, à la vérité, il s'imposerait, d'une part, qu'un des prochains congrès fût consacré à l'épargne (*lato sensu*) chez les populations septentrionales : l'épargne sous toutes ses formes (dépôts bancaires, souscriptions d'obligations et d'actions, assurance-vie) ; d'autre part, un autre congrès aurait un intérêt évident à étudier à fond la rentabilité maximale de l'océan Glacial Arctique et des mers avoisinantes, congrès au cours duquel serait examiné, comme base physique et océanographique, le déglacement de cet océan et de ces mers, puis, comme corollaire, leur utilisation maximale : courants commerciaux à établir, inventaire des ressources à exploiter au bénéfice des populations nordiques et plus méridionales (hydrocarbures, agriculture, potentiel de pêche hauturière, création de nouveaux ports, agrandissement des quelques ports existants, itinéraires touristiques, qui sont déjà exploités en Antarctique.

Dans la perspective des congrès à venir, il serait peut-être opportun, d'une part, de circonscrire davantage le thème central du congrès et, d'autre part, de restreindre le nombre des communications. En effet, même si le thème du dernier congrès était axé sur l'économique, plusieurs rapports ont porté sur des sujets qui en étaient peut-être trop éloignés : par exemple, le rapport de M. Jørgen Pjettursson sur la question du bilinguisme du Groenland, les deux rapports sur les effets de la civilisation sur l'acuité visuelle des Esquimaux par le Dr Henrik Forsius (Finlande) et par le Dr Elizabeth Cass (Fort Smith, Territoires du Nord-Ouest) et le

rapport du professeur Raoul Hartweg (Paris) sur la dentition des Esquimaux ; pour un rapport comme celui du R. Père Lynge, O.M.I., il aurait sûrement été plus approprié au thème du congrès, s'il avait traité du rôle économique très important des missions oblates dans les régions arctiques : je pense notamment au domaine de l'agriculture dans laquelle les R.P. Oblats ont été les pionniers des deux rives de la baie James à la région d'Aklavik, à l'embouchure du Mackenzie et aussi dans le domaine des transports. Ce sont, en effet, les Oblats qui ont introduit la moto-neige dans plusieurs des postes esquimaux du Nouveau-Québec et des Territoires du Nord-Ouest, ce qui a eu pour effet d'entraîner en moins d'une décennie la disparition généralisée du traîneau à chiens dans ces régions.

Si je suggère que le nombre des communications soit réduit, c'est pour permettre de discuter à fond et à l'aise de tous les rapports présentés et d'éviter des séances trop chargées. Si le dernier congrès a pu se dérouler de façon que chaque participant qui le demandait ait pu exprimer son point de vue c'est en raison de l'absence imprévue des 3 rapporteurs soviétiques. Autrement, il est indiscutable que le temps aurait manqué.

Ces suggestions qui se veulent constructives pourront sûrement être mises en œuvre pour le bénéfice de tous à l'occasion du 5^e congrès de la Fondation française d'Études nordiques.

Les recommandations finales du congrès

Le congrès s'est terminé par la présentation de neuf recommandations de nature économique. Elles sont données, de façon synthétique, à la suite :

- Le professeur André Piétier a suggéré la réalisation d'un compendium statistique du Grand-Nord qui réunirait les données actuellement existantes, mais dispersées dans d'innombrables services, dans le but d'établir des comptes économiques et des tableaux articulés susceptibles d'aider à la programmation des aménagements régionaux.
- M. Hans C. Christiansen, directeur de la Société royale de Commerce du Groenland (Køngelige Grønslanske Handel) suggère, relativement à la chasse au phoque, que « tous les gouvernements intéressés prennent, dans les plus brefs délais, les

mesures nécessaires aussi bien individuelles que collectives afin de limiter, voire de mettre fin à l'abattage industrialisé et massif des phoques dans les eaux nationales et internationales et de protéger, ainsi, les troupeaux de phoques. Il faudrait, de la sorte, préserver les conditions de chasse nationale des peuples résidant dans le Grand-Nord et rétablir la confiance des acheteurs, injustement perdue dans le commerce des fourrures de phoques, afin que ceux-ci puissent à nouveau soutenir ce même commerce ».

- M. Robert G. Williamson de Rankin Inlet, Territoires du Nord-Ouest, suggère d'étudier « la possibilité d'une coopération internationale en vue de réaliser, grâce à des compagnies aériennes régionales, un trajet régulier (peut-être une fois par mois) reliant Copénhague à Søndrestromfjord, Forbisher, une localité dans l'Arctique canadien central (Coral Harbour, Rankin Inlet ou Baker Lake), Yellowknife, Whitehorse et Fairbanks. Ce projet pourrait être économiquement rentable pour le développement touristique dans les deux sens sur tout le long du trajet, ainsi que du nord au sud, à partir de chacun des centres mentionnés. Une telle voie de communication aurait également une fonction extrêmement précieuse en ce qu'elle relierait entre eux les peuples circumpolaires, précieuse aussi au plan des échanges culturels, de l'intégration économique, des échanges éducatifs, des échanges politiques et de l'entente internationale. Une étude économique de ce projet serait un premier pas utile ».

Le professeur Jean Malaurie a fait la proposition suivante : « Il serait souhaitable que les gouvernements des pays arctiques à population autochtone recherchent en faveur des dites populations, dans les secteurs où de telles dispositions n'ont pas encore été prises, au titre des productions naturelles renouvelables — fourrure, pêche, élevage — l'établissement de prix de contrat pluri-annuels assurant les producteurs d'une juste rémunération. Les variations saisonnières de la vie animale et les aléas de l'économie de marché, rendent souhaitables de tels prix-plancher qui existent, au reste, dans beaucoup de pays nordiques d'économie libérale pour les produits agricoles et pour les produits de pêche. De telles dispositions permettraient de rendre viables les activités de production locale, au

lieu de devoir courir le risque de laisser s'installer ces sociétés dans un regrettable régime d'assistance. »

Ces suggestions sont toutes d'un indiscutable intérêt économique et leur réalisation, dans une perspective d'une décennie, serait un appoint de haute valeur au progrès rationnel des régions arctiques et subarctiques du globe.

En ce qui concerne la contribution du Centre de Recherches arctiques de l'École des Hautes Études commerciales, à la réalisation de ces suggestions, celles-ci pourraient, dans une première phase, dans la perspective des années 1970 à 1972, s'inscrire dans le domaine des deux dernières recommandations : soit celle qui touche à la création d'une liaison aérienne transarctique du Danemark à l'Alaska et celle qui touche aux prix de la fourrure. Le Centre de Recherches arctiques a, en effet, des recherches en cours tant dans le domaine des transports (navigabilité des eaux du Nouveau-Québec) que dans celui des fourrures.

Le Centre est donc particulièrement bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans les recherches visant à aboutir à la réalisation des deux recommandations précitées.

Dans un stade ultérieur, il conviendrait de s'intéresser au problème plus ardu et de plus longue haleine, des comptes économiques locaux et régionaux des territoires arctiques et subarctiques, en étroite coopération avec tous les organismes gouvernementaux, universitaires et commerciaux qui s'intéressent aux régions septentrionales.

Michel BROCHU

Le nouvel axe économique routier de La Sarre-Villebois (Abitibi) à la baie James

La création des routes nouvelles, axes routiers ou voies ferrées, s'inscrit dans deux catégories. D'une part, les routes qui sont nées d'une mise en exploitation précise, localisée, dans le domaine minier ou dans le domaine de l'aménagement hydro-électrique, entreprise qui a entraîné et rendu indispensable la création d'un axe de communication : ce fut le cas de la découverte des gisements de fer de la région de Schefferville qui eut pour